

Art. 2. Dit decreet heeft uitwerking met ingang van 15 april 2016.

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Brussel, 24 februari 2022.

De Minister-President,

P.-Y. JEHOLET

De Vice-President en Minister van Begroting, Ambtenarenzaken, Gelijke kansen en het toezicht op « Wallonie-
Bruxelles Enseignement »,

F. DAERDEN

De Vice-Présidente en Minister van Kind, Gezondheid, Cultuur, Media en Vrouwenrechten,

B. LINARD

De Minister van Hoger Onderwijs, Onderwijs voor sociale promotie, Universitaire ziekenhuizen, Hulpverlening aan
de Jeugd, Justitiehuisen, Jeugd, Sport en Promotie van Brussel,

V. GLATIGNY

De Minister van Onderwijs,

C. DESIR

—
Nota

Zitting 2021-2022

Stukken van het Parlement. Ontwerp van decreet, nr. 335-1. - Commissieverslag, nr. 335-2 – Tekst aangenomen tijdens de plenaire zitting, nr. 335-3.

Integraal verslag. – Bespreking en aanneming. – Vergadering van 23 februari 2022.

MINISTÈRE DE LA COMMUNAUTÉ FRANÇAISE

[C – 2022/40506]

24 FEVRIER 2022. — Arrêté du Gouvernement de la Communauté française modifiant divers arrêtés en exécution de la convention sectorielle 2021-2022

Le Gouvernement de la Communauté française,

Vu la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles, article 87, § 3, modifié par la loi spéciale du 8 août 1988 ;

Vu le décret du 11 juillet 2002 relatif à la formation en cours de carrière dans l'enseignement spécialisé, l'enseignement secondaire ordinaire et les centres psycho-médicaux-sociaux et à la création d'un institut de la formation en cours de carrière, article 45, alinéa 2, remplacé par le décret du 27 février 2003 ;

Vu le décret du 17 juillet 2002 portant réforme de l'Office de la Naissance et de l'Enfance, en abrégé "O.N.E.", article 24, § 2, modifié par le décret du 26 mars 2009 ;

Vu le décret du 4 février 2021 relatif aux services de médias audiovisuels et aux services de partage de vidéos, article 9.1.3-1, § 3 ;

Vu le décret du 7 novembre 2013 définissant le paysage de l'enseignement supérieur et l'organisation académique des études, article 24 ;

Vu le décret du 25 octobre 2018 relatif à l'Entreprise publique des Technologies numériques de l'Information et de la Communication de la Communauté française (ETNIC), article 7 ;

Vu le décret spécial du 7 février 2019 portant création de l'organisme public chargé de la fonction de Pouvoir organisateur de l'Enseignement organisé par la Communauté française, article 32 ;

Vu l'arrêté royal du 18 janvier 1965 portant réglementation générale en matière de frais de parcours ;

Vu l'arrêté royal du 23 octobre 1979 accordant une allocation de fin d'année à certains titulaires d'une fonction rémunérée à charge du Trésor public ;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 18 février 2004 octroyant une allocation pour les prestations effectuées en dehors des heures normales de travail à certains membres du personnel du Ministère de la Communauté française, du Conseil supérieur de l'Audiovisuel et des Organismes d'intérêt public relevant du Secteur XVII ;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 2 juin 2004 relatif aux congés des agents des Services du Gouvernement de la Communauté française, du Conseil supérieur de l'Audiovisuel et des organismes d'intérêt public qui relèvent du Comité de Secteur XVII ;

Vu le « test genre » du 19 octobre 2021 établi en application de l'article 4, alinéa 2, 1°, du décret du 7 janvier 2016 relatif à l'intégration de la dimension de genre dans l'ensemble des politiques de la Communauté française ;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 15 octobre 2021 ;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 28 octobre 2021 ;

Vu l'avis du Conseil de direction de l'Institut de la formation en cours de carrière, donné le 3 novembre 2021 ;

Vu l'avis du Conseil de direction de l'Office de la Naissance et de l'Enfance, donné le 10 novembre 2021 ;

Vu l'avis du Conseil de direction de l'Entreprise des technologies numériques de l'Information et de la Communication, donné le 17 novembre 2021 ;

Vu l'avis du Conseil de direction du Ministère de la Communauté française, donné le 22 novembre 2021 ;

Vu l'avis du Conseil de direction de l'Académie de Recherche et d'Enseignement supérieur, donné le 22 novembre 2021 ;

Vu l'avis du Conseil de direction du Conseil supérieur de l'Audiovisuel de la Communauté française, donné le 25 novembre 2021 ;

Vu l'avis du Conseil WBE donné le 25 novembre 2021 ;

Vu le protocole n° 545 du Comité de secteur XVII, conclu le 30 novembre 2021 ;

Vu l'avis n° 70.775/4 du Conseil d'Etat, donné le 7 février 2022 en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2°, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973 ;

Sur la proposition du Ministre de la Fonction publique ;

Après délibération,

Arrête :

CHAPITRE I^{er}. — *Dispositions modificatives de l'arrêté royal du 18 janvier 1965 portant réglementation générale en matière de frais de parcours*

Article 1^{er}. L'article 7 de l'arrêté royal du 18 janvier 1965 portant réglementation générale en matière de frais de parcours est remplacé par ce qui suit :

« Article 7. – Les frais déboursés par les personnes à l'occasion du parcours accompli entre leur résidence effective et la station de transports en commun au moyen d'un véhicule personnel, bénéficient d'une indemnité kilométrique conformément aux dispositions de l'article 13 et d'un remboursement pour les frais de parking. ».

Art. 2. L'article 9, alinéa 3, du même arrêté est abrogé.

Art. 3. À l'article 14 du même arrêté les modifications suivantes sont apportées :

1° à l'alinéa 1^{er}, la phrase commençant par le mot « Toutefois » et finissant par les mots « résidence administrative » est abrogé ;

2° l'alinéa 2 est abrogé.

CHAPITRE II. — *Disposition modificative de l'arrêté royal du 23 octobre 1979 accordant une allocation de fin d'année à certains titulaires d'une fonction rémunérée à charge du Trésor public*

Art. 4. A l'article 5, § 2, 1°, de l'arrêté royal du 23 octobre 1979 accordant une allocation de fin d'année à certains titulaires d'une fonction rémunérée à charge du Trésor public remplacé par l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 29 octobre 2009 et modifié par l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 27 mars 2019, le montant de « 551,89 EUR » est remplacé par le montant de « 701,89 EUR ».

CHAPITRE III. — *Disposition modificative de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 18 février 2004 octroyant une allocation pour les prestations effectuées en dehors des heures normales de travail à certains membres du personnel du Ministère de la Communauté française, du Conseil supérieur de l'Audiovisuel et des Organismes d'intérêt public relevant du Secteur XVII*

Art. 5. Dans l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 18 février 2004 octroyant une allocation pour les prestations effectuées en dehors des heures normales de travail à certains membres du personnel du Ministère de la Communauté française, du Conseil supérieur de l'Audiovisuel et des Organismes d'intérêt public relevant du Secteur XVII, il est inséré une section 1 bis, comportant un article 3/1, rédigée comme suit :

« Section 1bis. De l'allocation pour des prestations effectuées le samedi

Article 3/1. § 1^{er}. Il est octroyé aux membres du personnel, visés à l'article 1^{er} du présent arrêté, astreints à des prestations le samedi entre 0 et 24 heures, pour toute heure de travail une allocation de 1/3952^{ième} de la rémunération globale annuelle brute, lorsque ces prestations s'effectuent dans le cadre de l'horaire normal de travail.

§ 2. Lorsque ces prestations s'effectuent en dehors du cadre de l'horaire normal de travail, l'allocation visée au § 1^{er} est octroyée et les heures prestées donnent droit à récupération. ».

CHAPITRE IV. — *Dispositions modificatives de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 2 juin 2004 relatif aux congés des agents des Services du Gouvernement de la Communauté française, du Conseil supérieur de l'Audiovisuel et des organismes d'intérêt public qui relèvent du Comité de Secteur XVII*

Art. 6. À l'article 9 de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 2 juin 2004 relatif aux congés des agents des Services du Gouvernement de la Communauté française, du Conseil supérieur de l'Audiovisuel et des organismes d'intérêt public qui relèvent du Comité de Secteur XVII modifié par l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 17 mai 2017, les modifications suivantes sont apportées :

1° à l'alinéa 4, le chiffre « 18 » est remplacé par le chiffre « 12 » ;

2° il est ajouté deux alinéas rédigés comme suit :

« Par dérogation à l'alinéa précédent, le report de jours de congés non pris au cours d'une année n'est pas limité à 12 mois lorsque l'agent n'a pas pu prendre l'entièreté ou une partie de son congé annuel de vacances à cause d'une absence :

1° pour maladie ;

2° suite à un accident du travail ;

3° suite à un accident survenu sur le chemin du travail ;

4° pour maladie professionnelle.

Au retour du membre du personnel, le congé annuel de vacances est pris au choix du membre du personnel dans le respect des nécessités du service. Le membre du personnel peut reporter au maximum le nombre de jour de congés auquel il a droit sur une année. ».

Art. 7. L'article 13 de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 2 juin 2004 relatif aux congés des agents des Services du Gouvernement de la Communauté française, du Conseil supérieur de l'Audiovisuel et des organismes d'intérêt public qui relèvent du Comité de Secteur XVII modifié en dernier lieu par l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 16 janvier 2019 est modifié comme suit :

1° au 2° de l'alinéa 1^{er}, le mot « quinze » est remplacé par le mot « vingt » ;

2° le 3° de l'alinéa 1^{er} est remplacé par ce qui suit : « 3° le décès de la personne avec laquelle l'agent vivait en couple, de l'enfant naturel ou adoptif ou de l'enfant qui était, au moment du décès ou avant celui-ci, placé chez l'agent ou chez la personne avec laquelle l'agent vit en couple dans le cadre d'un placement familial de longue durée : 10 jours ouvrables, dont trois jours ouvrables à choisir par l'agent pendant la période qui prend cours le jour du décès et s'achève le jour des funérailles et sept jours ouvrables à choisir par l'agent dans une période d'un an à dater du jour du décès. Il peut être dérogé, à la demande de l'agent et moyennant l'accord du chef de service, aux deux périodes au cours desquelles ces jours de congé doivent être pris ; » ;

3° le 3° bis de l'alinéa 1^{er} est remplacé par ce qui suit : « 3° bis le décès du père, de la mère, du beau-père, de la belle-mère, de la belle-fille, du beau-fils soit de l'agent, soit de la personne avec laquelle l'agent vit en couple : cinq jours ouvrables dont trois jours ouvrables à choisir par l'agent pendant la période qui prend cours le jour du décès et s'achève le jour des funérailles et deux jours ouvrables à choisir par l'agent dans l'année qui suit le jour du décès. Il peut être dérogé, à la demande de l'agent et moyennant l'accord du chef de service, aux deux périodes au cours desquelles ces jours ouvrables doivent être pris ; » ;

4° il est ajouté à l'alinéa 1^{er} un 3° ter rédigé comme suit : « 3° ter le décès du père d'accueil ou de la mère d'accueil auprès desquels l'agent était placé dans le cadre d'un placement familial de longue durée : cinq jours ouvrables, dont trois jours ouvrables à choisir par l'agent pendant la période qui prend cours le jour du décès et s'achève le jour des funérailles et deux jours ouvrables à choisir par l'agent dans l'année qui suit le jour du décès. Il peut être dérogé, à la demande de l'agent et moyennant l'accord du chef de service, aux deux périodes au cours desquelles ces jours ouvrables doivent être pris ; » ;

5° il est ajouté à l'alinéa 1^{er} un 3° quater rédigé comme suit : « 3° quater le décès d'un enfant qui était ou est placé auprès de l'agent ou de la personne avec laquelle l'agent vit en couple dans le cadre d'un placement familial de courte durée : trois jours ouvrables ; ».

6° il est ajouté un alinéa 4 rédigé comme suit :

« Pour l'application de l'alinéa 1^{er}, il y a lieu d'entendre par :

1° placement familial de longue durée : placement familial tel que défini à l'article 30^{sexies}, § 6, de la loi du 3 juillet 1978 relative aux contrats de travail et dans le cadre duquel l'enfant est inscrit en tant que membre de cette famille dans le registre de la population ou dans le registre des étrangers de la commune où la famille, le parent d'accueil ou les parents d'accueil ont leur résidence ;

2° placement familial de courte durée : toutes les formes de placement familial qui ne remplissent pas les conditions du placement familial de longue durée ;

3° enfant placé : l'enfant pour lequel l'agent, la personne avec laquelle l'agent vit en couple, a été désigné dans le cadre d'un placement familial par le tribunal, par un service de placement agréé par la communauté compétente ou par les services communautaires compétents de la Protection de la jeunesse ;

4° père et mère d'accueil : le parent d'accueil qui, dans le cadre du placement familial, a été désigné par le tribunal, par un service de placement agréé par la communauté compétente, ou par les services communautaires compétents de la Protection de la jeunesse. ».

Art. 8. À l'article 14, § 2, du même arrêté, les modifications suivantes sont apportées :

1° à l'alinéa 1^{er}, le mot « quatre » est remplacé par le mot « huit » ;

2° à l'alinéa 2, le mot « huit » est remplacé par le mot « seize ».

Art. 9. À l'article 20, alinéa 2, du même arrêté, les mots « six semaines au plus » sont remplacés par les mots « huit semaines au plus, à la date d'entrée en vigueur du présent arrêté, portés à neuf semaines à partir du 1^{er} janvier 2023, dix semaines à partir du 1^{er} janvier 2025 et onze semaines à partir du 1^{er} janvier 2027 ».

CHAPITRE V. — *Dispositions transitoires et finales*

Art. 10. § 1^{er}. Les membres du personnel qui remplissaient les conditions donnant droit au congé d'adoption visé à l'article 20 de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 2 juin 2004 relatif aux congés des agents des Services du Gouvernement de la Communauté française, du Conseil supérieur de l'Audiovisuel et des organismes d'intérêt public qui relèvent du Comité de Secteur XVII, ont droit à :

1° une semaine supplémentaire de congé pour ceux qui remplissaient les conditions entre le 1^{er} janvier 2019 et le 31 décembre 2020 ;

2° deux semaines supplémentaires de congé pour ceux qui remplissaient les conditions entre le 1^{er} janvier 2021 et la date d'entrée en vigueur du présent arrêté.

§ 2. Les congés supplémentaires visés au § 1^{er} doivent nécessairement être pris au plus tard dans les quatre mois qui suivent l'entrée en vigueur du présent arrêté.

Art. 11. Le présent arrêté produit ses effets le 1^{er} janvier 2022.

Art. 12. Le Ministre de la Fonction publique est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 24 février 2022.

Par le Gouvernement de la Communauté française :

Le Ministre-Président,
P.-Y. JEHOLET

Le Ministre du Budget, de la Fonction publique, de l'Égalité des chances
et de la tutelle sur Wallonie Bruxelles Enseignement,
Fr. DAERDEN

VERTALING

MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

[C – 2022/40506]

24 FEBRUARI 2022. — Besluit van de regering van de Franse Gemeenschap tot wijziging van diverse besluiten ter uitvoering van de sectorovereenkomst 2021-2022

De Regering van de Franse Gemeenschap,

Gelet op de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen, artikel 87, § 3, gewijzigd bij de bijzondere wet van 8 augustus 1988;

Gelet op het decreet van 11 juli 2002 betreffende de opleiding tijdens de loopbaan in het gespecialiseerd onderwijs, het gewoon secundair onderwijs en de psycho-medisch-sociale centra en tot oprichting van een instituut voor de opleiding tijdens de loopbaan, artikel 45, tweede lid, vervangen bij het decreet van 27 februari 2003;

Gelet op het decreet van 17 juli 2002 houdende de hervorming van het Bureau voor Geboorte en Kind, afgekort "O.N.E.", artikel 24, § 2, gewijzigd bij het decreet van 26 maart 2009;

Gelet op het decreet van 4 februari 2021 betreffende de audiovisuele mediadiensten en videoplatformdiensten, artikel 9.1.3-1, § 3;

Gelet op het decreet van 7 november 2013 tot bepaling van het landschap van het hoger onderwijs en de academische organisatie van de studies, artikel 24;

Gelet op het decreet van 25 oktober 2018 betreffende de overheidsonderneming voor digitale informatie- en communicatietechnologieën van de Franse Gemeenschap (ETNIC), artikel 7;

Gelet op het bijzonder decreet van 7 februari 2019 tot oprichting van de openbare instelling belast met het ambt van inrichtende macht van het onderwijs georganiseerd door de Franse Gemeenschap, artikel 32 ;

Gelet op het Koninklijk Besluit van 18 januari 1965 houdende algemeen reglement der reiskosten;

Gelet op het koninklijk besluit van 23 oktober 1979 tot toekenning van een eindejaarstoelage aan sommige houders van een bezoldigd ambt ten laste van de Schatkist;

Gelet op het besluit van de regering van de Franse Gemeenschap van 18 februari 2004 tot toekenning van een toelage voor buiten de normale werkuren gepresteerde diensten aan sommige personeelsleden van het Ministerie van de Franse Gemeenschap, van de Conseil supérieur de l'Audiovisuel en van de Organisaties van openbaar nut van sector XVII;

Gelet op het besluit van de regering van de Franse Gemeenschap van 2 juni 2004 betreffende het verlof van de ambtenaren van de regeringsdiensten van de Franse Gemeenschap, van de Conseil supérieur de l'Audiovisuel en van de instellingen van openbaar nut die ressorteren onder het comité van sector XVII;

Gelet op de "gendertest" van 19 oktober 2021 uitgevoerd met toepassing van artikel 4, tweede lid, 1°, van het decreet van 7 januari 2016 betreffende de integratie van de genderdimensie in alle beleidslijnen van de Franse Gemeenschap;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, uitgebracht op 15 oktober 2021;

Gelet op de instemming van de minister van Begroting, verleend op 28 oktober 2021;

Gelet op het advies van de directieraad van het Instituut voor de opleiding tijdens de loopbaan, uitgebracht op 3 november 2021;

Gelet op het advies van de directieraad van O.N.E. van 10 november 2021;

Gelet op het advies van de directieraad van ETNIC, uitgebracht op 17 november 2021;

Gelet op het advies van de directieraad van het Ministerie van de Franse Gemeenschap, uitgebracht op 22 november 2021;

Gelet op het advies van de directieraad van de Academie voor onderzoek en hoger onderwijs, uitgebracht op 22 november 2021

Gelet op het advies van de directieraad van de "Conseil supérieur de l'Audiovisuel de la Communauté française" van 25 november 2021;

Gelet op het advies van de WBE-Raad van 25 november 2021;

Gelet op Protocol nr. 545 van het comité van sector XVII, gesloten op 30 november 2021;

Gelet op het advies nr. 70.775/4 van de Raad van State, uitgebracht op 7 februari 2022 met toepassing van artikel 84, § 1, eerste lid, 2°, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Op de voordracht van de minister van Ambtenarenzaken;

Na beraadslaging,

Besluit :

HOOFDSTUK I. — Bepalingen tot wijziging van het koninklijk besluit van 18 januari 1965 houdende algemeen reglement der reiskosten

Artikel 1. Artikel 7 van het koninklijk besluit van 18 januari 1965 houdende algemeen reglement der reiskosten wordt vervangen door hetgeen volgt:

"Artikel 7. - Personen die met een eigen voertuig tussen hun feitelijke verblijfplaats en het openbaarvervoerstation reizen, hebben recht op een kilometervergoeding overeenkomstig het bepaalde in artikel 13 en op vergoeding van parkeerkosten."

Art. 2. Artikel 9, derde lid, van hetzelfde besluit wordt opgeheven.

Art. 3. In artikel 14 van hetzelfde besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° in het eerste lid wordt de zin die begint met het woord "Echter" en eindigt met de woorden "administratieve woonplaats" opgeheven;

2° lid 2 wordt opgeheven.

HOOFDSTUK II. — *Wijziging van het koninklijk besluit van 23 oktober 1979 tot toekenning van een eindejaarstoelage aan sommige houders van een bezoldigd ambt ten laste van de Schatkist*

Art. 4. In artikel 5, § 2, 1°, van het koninklijk besluit van 23 oktober 1979 tot toekenning van een eindejaarstoelage aan sommige houders van een bezoldigd ambt ten laste van de Schatkist, vervangen bij het besluit van de regering van de Franse Gemeenschap van 29 oktober 2009 en gewijzigd bij het besluit van de regering van de Franse Gemeenschap van 27 maart 2019, wordt het bedrag "551,89 EUR" vervangen door het bedrag "701,89 EUR".

HOOFDSTUK III. — *tot wijziging van de bepaling van het besluit van de regering van de Franse Gemeenschap van 18 februari 2004 tot toekenning van een toelage voor buiten de normale werkuren gepresteerde diensten aan sommige personeelsleden van het Ministerie van de Franse Gemeenschap, van de Conseil supérieur de l'Audiovisuel en van de Organisaties van openbaar nut van sector XVII*

Art. 5. In het besluit van de regering van de Franse Gemeenschap van 18 februari 2004 tot toekenning van een toelage voor buiten de normale werkuren gepresteerde diensten aan sommige personeelsleden van het Ministerie van de Franse Gemeenschap, van de Conseil supérieur de l'Audiovisuel en van de Organisaties van openbaar nut van sector XVII, wordt een afdeling 1bis ingevoegd, die een artikel 3/1 omvat, dat als volgt wordt geformuleerd:

"Afdeling 1bis. Toelage voor op zaterdag verrichte diensten

Artikel 3/1. § 1. Aan de in artikel 1^{er} van dit besluit bedoelde personeelsleden die op zaterdag tussen 00.00 uur en 24.00 uur moeten werken, wordt voor elk gewerkt uur een toelage toegekend van 1/3952 van hun bruto globale jaarlijkse bezoldiging, wanneer deze arbeid in het kader van de normale arbeidstijd wordt verricht.

§ 2. Wanneer deze diensten buiten de normale arbeidstijd worden verricht, wordt de in § 1 bedoelde toelage toegekend en geven de gewerkte uren recht op terugbetaling."

HOOFDSTUK IV. — *Bepalingen tot wijziging van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 2 juni 2004 betreffende het verlof van de ambtenaren van de diensten van de Regering van de Franse Gemeenschap, van de Conseil supérieur de l'Audiovisuel en van de instellingen van openbaar nut die ressorteren onder het comité van sector XVII*

Art. 6. In artikel 9 van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 2 juni 2004 betreffende het verlof van de ambtenaren van de diensten van de Regering van de Franse Gemeenschap, van de Conseil supérieur de l'Audiovisuel en van de instellingen van openbaar belang die ressorteren onder het comité van sector XVII, gewijzigd bij het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 17 mei 2017, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° in het vierde lid wordt het cijfer "18" vervangen door het cijfer "12";

2° er worden twee leden toegevoegd, die als volgt worden geformuleerd:

"In afwijking van het bepaalde in het vorige lid wordt de overdracht van in de loop van een jaar niet opgenomen vakantieverlof niet beperkt tot twaalf maanden wanneer de werknemer zijn jaarlijkse vakantieverlof wegens afwezigheid geheel of gedeeltelijk niet heeft kunnen opnemen:

1° wegens ziekte;

2° na een arbeidsongeval;

3° na een ongeval op weg naar het werk;

4° voor beroepsziekte.

Bij terugkeer van het personeelslid wordt het vakantieverlof naar eigen wil opgenomen, afhankelijk van de behoeften van de dienst. Het personeelslid kan ten hoogste het aantal verlofdagen waarop hij recht heeft over een jaar overdragen.

Art. 7. Artikel 13 van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 2 juni 2004 betreffende het verlof van de ambtenaren van de diensten van de Regering van de Franse Gemeenschap, van de Conseil supérieur de l'Audiovisuel en van de instellingen van openbaar belang die ressorteren onder het comité van sector XVII, laatst gewijzigd bij het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 16 januari 2019, wordt gewijzigd als volgt:

1° in punt 2° van het eerste lid wordt het woord "vijftien" vervangen door het woord "twintig";

2° lid 1, punt 3°, wordt vervangen door de volgende tekst "3° het overlijden van de persoon met wie de ambtenaar als paar samenwoonde, van het natuurlijke of geadopteerde kind of van het kind dat op het tijdstip van het overlijden of daarvoor bij de ambtenaar of bij de persoon met wie de ambtenaar als paar samenwoonde, in een pleeggezin was geplaatst: 10 werkdagen, waarvan het personeelslid er drie kiest in de periode die begint op de dag van het overlijden en eindigt op de dag van de begrafenis, en zeven werkdagen kiest binnen een periode van één jaar na de dag van het overlijden. Op verzoek van het personeelslid en met instemming van het hoofd van de dienst kan van de twee periodes gedurende welke deze verlofdagen moeten worden opgenomen, worden afgeweken;"

3° lid 1, punt 3 bis, wordt vervangen door "3°bis het overlijden van de vader, de moeder, de schoonvader, de schoonmoeder, de schoondochter of de schoonzoon van het personeelslid of van de persoon met wie het personeelslid samenwoont: vijf werkdagen, waarvan drie door het personeelslid te kiezen in de periode die begint op de dag van het overlijden en eindigt op de dag van de begrafenis en twee door het personeelslid te kiezen in het jaar na de dag van het overlijden. Van de twee periodes waarin deze werkdagen moeten worden opgenomen, kan op verzoek van het personeelslid en met instemming van het hoofd van de dienst worden afgeweken;"

4° een punt 3° ter wordt toegevoegd aan lid 1, luidend als volgt "3° ter gelegenheid van het overlijden van de pleegvader of pleegmoeder bij wie het personeelslid in langdurige pleegzorg was geplaatst: vijf werkdagen, waarvan drie door het personeelslid te kiezen werkdagen in de periode die begint op de dag van het overlijden en eindigt op de dag van de begrafenis en twee door het personeelslid te kiezen werkdagen in het jaar dat volgt op de dag van het overlijden. Van de twee periodes waarin deze werkdagen moeten worden opgenomen, kan op verzoek van het personeelslid en met instemming van het hoofd van de dienst worden afgeweken;"

5° een punt 3° quater wordt toegevoegd aan lid 1, dat als volgt luidt "3° quater het overlijden van een kind dat bij de gemachtigde of bij degene met wie de gemachtigde als echtpaar samenwoont in een pleeggezin van korte duur was of is geplaatst: drie werkdagen;"

6° er wordt een nieuw lid 4 toegevoegd, dat luidt als volgt:

"Voor de toepassing van lid 1 zijn de volgende definities van toepassing:

1° langdurige pleegzorg : pleegzorg zoals omschreven in artikel 30^{sexies}, § 6, van de wet van 3 juli 1978 betreffende de arbeidsovereenkomsten en waarbij het kind als lid van dit gezin is ingeschreven in het bevolkingsregister of in het vreemdelingenregister van de gemeente waar het gezin, de pleegouder of de pleegouders hun verblijfplaats (heeft) hebben;

2° kortdurende pleegzorg: alle vormen van pleegzorg die niet voldoen aan de voorwaarden voor langdurige pleegzorg;

3° onder toezicht gesteld kind: een kind waarvoor het personeelslid, of de persoon met wie het personeelslid samenwoont, door de rechtbank, door een door de bevoegde gemeenschap erkende plaatsingsdienst of door de bevoegde jeugdbescherming voor pleegzorg is aangewezen;

4° pleegouders: de pleegouder die, in het kader van de pleegzorg, is aangewezen door de rechtbank, door een door de bevoegde gemeenschap erkende plaatsingsdienst of door de bevoegde gemeenschapsdiensten voor Jeugdbescherming.

Art. 8. In artikel 14, § 2, van hetzelfde besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° in het eerste lid wordt het woord "vier" vervangen door het woord "acht";

2° in het tweede lid wordt het woord "acht" vervangen door het woord "zestien".

Art. 9. In artikel 20, tweede lid, van hetzelfde besluit worden de woorden "ten hoogste zes weken" vervangen door de woorden "ten hoogste acht weken, op de datum van inwerkingtreding van dit besluit, vermeerderd tot negen weken vanaf 1 januari 2023, tien weken vanaf 1 januari 2025 en elf weken vanaf 1 januari 2027".

HOOFDSTUK V. — *Overgangs- en slotbepalingen*

Art. 10. § 1. De personeelsleden die voldeden aan de voorwaarden om in aanmerking te komen voor het adoptieverlof bedoeld in artikel 20 van het besluit van de regering van de Franse Gemeenschap van 2 juni 2004 betreffende het verlof van de ambtenaren van de regeringsdiensten van de Franse Gemeenschap, van de Conseil supérieur de l'Audiovisuel en van de instellingen van openbaar nut die ressorteren onder het comité van sector XVII, hebben recht op:

1° een extra week verlof voor degenen die tussen 1 januari 2019 en 31 december 2020 aan de voorwaarden voldeden;

2° twee extra weken verlof voor degenen die tussen 1 januari 2021 en de datum van inwerkingtreding van dit besluit aan de voorwaarden voldeden.

§ 2. Het in § 1 bedoelde aanvullend verlof moet noodzakelijkerwijs worden opgenomen uiterlijk binnen vier maanden na de inwerkingtreding van dit besluit.

Art. 11. Dit besluit heeft uitwerking met ingang van 1 januari 2022.

Art. 12. De minister van Ambtenarenzaken is belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 24 februari 2022.

Vanwege de regering van de Franse Gemeenschap :

De Minister-President,

P.-Y. JEHOLET

De Minister van Begroting, Ambtenarenzaken, Gelijke Kansen en Toezicht op Wallonie Bruxelles Enseignement,

Fr. DAERDEN

MINISTÈRE DE LA COMMUNAUTÉ FRANÇAISE

[C – 2022/40500]

24 FEVRIER 2022. — Arrêté du Gouvernement de la Communauté française déterminant les modalités de création de la plateforme éducative visée à l'article 5 du décret 25 avril 2019 relatif à la gouvernance numérique du système scolaire et à la transmission des données numériques dans l'enseignement obligatoire

Le Gouvernement de la Communauté française,

Vu le décret du Gouvernement de la Communauté française du 25 avril 2019 relatif à la gouvernance numérique du système scolaire et à la transmission des données numériques dans l'enseignement obligatoire, article 5 ;

Vu le « Test genre » du 30 mars 2021 établi en application de l'article 4, alinéa 2, 1°, du décret du 7 janvier 2016 relatif à l'intégration de la dimension de genre dans l'ensemble des politiques de la Communauté française ;

Vu le protocole de négociation avec le comité de négociation des organes de représentation et de coordination des Pouvoirs organisateurs de l'enseignement et des centres psycho-médico-sociaux subventionnés du décret du 20 juillet 2006 relatif à la concertation des organes de représentation et de coordination des Pouvoirs organisateurs de l'enseignement et des centres psycho-médico-sociaux subventionnés, conclu en date du 1^{er} janvier 2021 ;

Vu l'avis n° 152/2021 de l'Autorité de protection des données, donné le 10 septembre 2021 en application des articles 23 et 26 de la loi du 3 décembre 2017 portant création de l'Autorité de protection des données et en application de la loi du 30 juillet 2018 relative à la protection des personnes physiques à l'égard des traitements de données à caractère personnel ;

Vu la demande d'avis dans un délai de 30 jours, adressée au Conseil d'État le 1^{er} décembre 2021, en application de l'article 84, § 1, alinéa 1^{er}, 2°, des lois sur le Conseil d'État, coordonnées le 12 janvier 1973 ;

Considérant l'absence de communication de l'avis dans ce délai ;

Vu l'article 84, § 4, alinéa 2, des lois sur le Conseil d'État, coordonnées le 12 janvier 1973 ;